ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

GAMMA

Cinquantenaire de la "Libération" ET APRÈS...

TOUJOURS LA POLICE CONTRE LES GRÉVISTES, L'ARMÉE CONTRE LES PEUPLES, L'ÉTAT AU SERVICE DÉS PATRONS.

AFP

M 6189 - 1365 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1365 - 2 septembre 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Cinquantenaire de la "Libération"

ET APRÈS...

TOUJOURS LA POLICE CONTRE LES GRÉVISTES, L'ARMÉE CONTRE LES PEUPLES, L'ÉTAT AU SERVICE DES PATRONS

Depuis le mois de juin, nous avons eu droit à un vrai festival de commémorations, de cérémonies militaires et patriotiques en tout genre et si, comme il est vraisemblable, cela doit continuer quelque temps encore, il y aura de quoi avoir une indigestion de cinquantenaire.

Il faut "se souvenir", nous dit-on. Certes. Mais ce qui peut être utile, pour éviter de revivre les mêmes problèmes, c'est de se souvenir de la vérité, de ce que fut vraiment le passé. Pas de resservir les discours mensongers qui furent utilisés il y a cinquante ans pour duper les travailleurs.

En avons-nous entendu, par exemple, dans la bouche des hommes politiques de droite comme de gauche, des discours et des déclarations sur "l'esprit de la Résistance" ? Alors que De Gaulle et les hommes politiques qui l'entouraient, les partis qui le soutenaient (de la droite au Parti Communiste Français), n'avaient comme seul but que de permettre à la bourgeoisie française de traverser cette période difficile au mieux de ses intérêts.

Bon nombre de ceux qui ont laissé leur peau dans les combats de cette époque rêvaient d'un monde plus juste. Mais pour les hommes politiques qui firent de la "Libération" un thème de discours, ce n'était que poudre aux yeux destinée à faire croire à la classe ouvrière qu'ils œuvraient dans l'intérêt commun, alors qu'ils ne se préoccupaient que de maintenir un appareil d'État au service exclusif des industriels et des banquiers.

Ce fut d'ailleurs le cas de la prétendue insurrection de la police, dont on nous a rebattu les oreilles pendant quinze jours.

Le but réel de cette insubordination in extremis de la police parisienne, ce fut de dédouaner au dernier moment des forces de police qui pendant quatre ans avaient globalement servi Pétain fidèlement, et donc participé non seulement à la chasse aux Juifs et aux résistants, mais aussi à la chasse aux réfractaires au STO et aux simples petites gens qui essayaient tant bien que mal d'aller chercher à la campagne de quoi survivre. C'est comme cela que cette police vomie de la population se trouva collectivement décorée, et surtout se vit confier la mission de continuer à assurer le "maintien de l'ordre".

L'appareil d'État que De Gaulle replâtra (avec, encore une fois, l'appui de tous les partis politiques "résistants"), c'était du neuf fait avec du vieux, en utilisant tous les hauts fonctionnaires de l'administration vichyste qui ne s'étaient pas trop publiquement compromis. Et ce fut cette police si félicitée en 1944 (et en 1994 !) qui réprima les grèves ouvrières de 1947-1948. Ce fut l'armée "issue de la Résistance" qui mena les innombrables répressions contre les peuples coloniaux qui jalonnèrent les années suivantes, en 1945 à Sétif, à partir de 1947 en Indochine et à Madagascar, et plus tard en Algérie, pour ne citer que les plus connues.

La cour de cette même Préfecture de police de Paris, dont on nous a tant parlé ces jours-ci, fut aussi le théâtre d'un événement bien moins connu : le massacre, en octobre 1961, de plusieurs dizaines d'Algériens dont le seul crime était d'avoir manifesté contre le couvre-feu imposé à tous les travailleurs maghrébins. Quatre mois plus tard, la police parisienne assassinait dix parisiens qui manifestaient contre l'OAS au métro Charonne. Et le responsable d'alors de cette police, c'était le préfet Papon, qui en tant que haut fonctionnaire de Vichy à la préfecture de Bordeaux avait organisé pendant la guerre la déportation de milliers de Juifs.

Alors, que la bourgeoisie française et ses représentants commémorent bruyamment le cinquantenaire d'un tour de passe-passe politique réussi, c'est dans la logique des choses. Mais les travailleurs n'ont qu'un espoir déçu à célébrer en ces circonstances.

Arlette Laguiller

Delors - Balladur

LA CAMPAGNE DES NON-CANDIDATS

AFP

A droite comme à gauche, on fait aujourd'hui assaut de "non-candidature". A droite, Balladur, planant sur des sondages qui stupéfient toute la cour et les basses-cours des commentateurs, feint de ne pas se préoccuper de l'élection présidentielle et laisse Giscard, au sein de l'UDF, et Chirac, au RPR, s'époumoner pour essayer de faire en sorte qu'on ne les oublie pas.

A gauche, la situation est similaire, pas tant au niveau des cotes de popularité, qu'en ce qui concerne la méthode choisie.

Delors sera-t-il ou non candidat à l'élection présidentielle de 1995 ? Il répond aux journalistes que cela ne les regarde pas. Mais il soulève néanmoins un coin du voile, "non-campagne" oblige ! Et de prononcer quelques paroles "responsables", dignes d'un futur présidentiable.

Certes, il est conscient, déclare-t-il, de la *"crise sociale"* et des *"10% de chômeurs"*, mais, poursuit-il, *"on ne peut continuer à dire que l'on va diminuer les impôts et maintenir la Sécurité sociale"*. Cela a au moins le mérite de la clarté : l'ancien chouchou des patrons du temps du premier septennat de Mitterrand tient à entretenir son image. On aurait pu oublier que cet ancien haut fonctionnaire de la Banque de France avait œuvré comme chef de service des Affaires sociales au Commissariat général au Plan sous de Gaulle, période où son nom fut attaché à la fin de la grève des mineurs d'avril 1963.

Puis il s'illustra comme promoteur de la "nouvelle société", chère à ce Premier ministre de Pompidou, Chaban-Delmas, dont il fut un conseiller. Toujours dans le "social", il réinventa alors la collaboration de classe sous le nom de "contrats de progrès".

C'est ensuite qu'il jugea opportun de se faire repeindre en gauche (il avait bien une carte CFTC, puis CFDT en poche) et, au PS depuis 1974, il fut nommé à son Comité directeur en 1979. Après quoi il put donner libre cours à sa conception du "social", en tant que ministre de l'Economie et des Finances de Mitterrand : 23 milliards de subventions au patronat en 1981, 35 en 1982, 43 en 1983, blocage des salaires, dévaluation du franc et train de hausses. Cela, avant de céder son portefeuille (!) à Bérégovoy, en 1984.

Si Delors a choisi de se faire désirer, aussi bien pour imposer ses conditions au PS, comme il le laisse entendre, que pour ne pas s'user dans une course à la candidature qui l'obligerait à supporter, dit-il, *"l'usure du pouvoir"* avant même de l'avoir, une chose au moins est claire : le probable futur candidat de la Gauche ne remettra pas en cause la politique de son prédécesseur.

Viviane LAFFONT

Expulsions d'islamistes

PASQUA DANS SES ŒUVRES

Dans la nuit du 31 août, 20 des 26 militants, sympathisants du FIS (ou supposés tels) assignés à résidence à Folembray dans l'Aisne, ont donc été expulsés hors de France vers une destination que les autorités ont gardée secrète jusqu'à ce que les intéressés y soient arrivés, destination qui – on l'apprit quelques heures plus tard – était le Burkina-Faso.

En préparant en catimini cette opération surprise dont les avocats disent n'avoir pas été prévenus, Pasqua a sans doute voulu frapper une nouvelle fois les imaginations. Le champion des contrôles arbitraires de l'été vient de montrer une nouvelle fois qu'il ne reculait pas devant les mesures expéditives. Raison d'Etat obligeait, a-t-il prétendu, en se gardant bien d'expliquer pourquoi. Il faudrait plutôt parler de raison politicienne bien terre-à-terre. Car l'urgence de la procédure paraît bien difficile à justifier. Et le but de Pasqua dans cette affaire est plutôt de démontrer qu'il est capable d'user de méthodes aussi musclées que celles préconisées par les Le Pen et autres de Villiers... et réalisées du temps où elle était Premier ministre, il faut le rappeler, par Edith Cresson et ses célèbres charters.

Dans cette affaire, dans laquelle la lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte, le plus grave est bien sûr que de telles méthodes peuvent servir de précédent pour expulser arbitrairement des immigrés et contribuer à créer parmi les travailleurs immigrés un climat d'insécurité, et de crainte.

Dans la même veine, on vient d'annoncer qu'il n'est pratiquement plus possible pour l'instant aux ressortissants algériens qui souhaiteraient se rendre en France, d'obtenir un visa. Les trois consulats de France en Algérie sont en effet fermés sans que l'on sache quand ils rouvriront. Le service des visas est "délocalisé" à Nantes, c'est-à-dire inaccessible à tous les Algériens ne bénéficiant pas de recommandation, la majorité donc. Est-ce que cela aidera à la lutte contre l'intégrisme, comme le prétend Pasqua ? Pas le moins du monde, mais cela transforme de plus en plus l'Algérie en souricière pour les Algériens. Mais Pasqua n'est pas regardant sur les moyens de se rendre "populaire".

H. M.

L'assassinat de Trotsky vu par *l'Humanité*

UNE CRAPULERIE POSTHUME

L'Humanité du 29 août a publié une pleine page intitulée : *"A propos de l'assassinat de Trotsky - L'article volontairement posthume de Georges Fournial"*. Ce dernier, disparu ces jours-ci, était un haut cadre du PCF, ancien fonctionnaire de l'appareil stalinien du Komintern – notamment en Amérique latine, sur laquelle il écrivit ensuite des livres.

Dans cet article, ce monsieur rappelle que *"certains ont tenté (...) de transformer la vérité sur un épisode de ma vie en m'impliquant dans la préparation ou l'exécution de l'assassinat de Trotsky"*.

Effectivement, dès la fin des années trente, il fut soupçonné d'avoir participé à cet assassinat, ayant, pour le compte du Komintern, séjourné dans le pays où s'était réfugié Trotsky, le Mexique.

Pour rompre son silence d'un demi-siècle, il a attendu que la tombe se referme sur lui. De la sorte il n'a plus à répondre de sa version des faits. Dans sa lettre, il affirme : *"Difficile de prouver* (que je n'ai) *pas contribué à la préparation de cet assassinat, mais ce serait à l'accusation de prouver ma culpabilité"*. Or, à moins qu'à Moscou les archives du KGB n'apportent des révélations sur lui ou, plus improbable, que se mette à parler un des rares tueurs survivants, on risque de n'être jamais fixé sur le rôle réel de Fournial.

En revanche, nul doute sur le fait qu'il restait un stalinien, complice au moins moralement, et probablement plus. Ainsi, pas une fois il ne reconnaît que les assassins lancés contre Trotsky étaient des agents de Staline, ce qui était politiquement évident et policièrement largement prouvé. Comme s'il n'avait jamais entendu parler de Raymond Mercader qui, en août 1940, assassina Léon Trotsky et qui, après avoir purgé une peine de prison au Mexique, finit paisiblement ses jours en Tchécoslovaquie, derrière ce qu'on appelait le rideau de fer !

Fournial a le cynisme d'écrire qu'*"on peut se demander si Staline* – dans le cas où il aurait voulu la mort violente de Trotsky (c'est nous qui soulignons) – *avait besoin de (lui) pour un "contrat" de ce genre"*.

Staline n'avait peut-être pas besoin de Fournial comme exécutant – il en disposait de beaucoup d'autres. Mais il utilisait les services de bon nombre de porte-plume charognards, tel ce Fournial, qui lançaient quotidiennement dans la presse stalinienne des appels au meurtre de tous ceux qui restaient fidèles aux idées et au combat d'Octobre 1917.

Depuis longtemps, et encore plus aujourd'hui, on peut trouver dans *L'Humanité* des propos reniant le communisme. On y trouve aussi, et cet article en donne un exemple, des relents de nostalgie stalinienne, car les deux choses n'ont rien de contradictoire. Bien au contraire.

LES PETITS BOULOTS... ET LES GROS SABOTS DE BALLADUR

Gamma/Sola

Ex-"Points Orange", petits boulots de serveur... quel avenir pour les jeunes ?

Gamma/Simon

Mais ce qui compte c'est l'avenir du Premier ministre !

Balladur vient d'affirmer qu'il se fixe comme objectif de ramener le taux de chômage de 11% (officiellement) aujourd'hui à 8 % de la population active.

Sa "recette" ne consiste évidemment pas à contraindre les patrons d'embaucher des chômeurs. Non, il s'agit, paraît-il, d'encourager le développement des emplois dits de proximité, en fait des petits boulots à temps partiel et sous-payés.

Dernière mesure en date, le lancement du "chèque-service". En fait, il s'agit d'une disposition prévue par la loi quinquennale sur l'emploi, et qui serait mise en oeuvre à titre expérimental et pendant un an à compter de décembre, ce qui couvre... la période de la campagne présidentielle. Dans la pratique, ceux qui veulent embaucher du personnel de maison – une femme de ménage, un ou une baby-sitter, etc. – pourront se procurer auprès de la poste ou d'une banque un carnet spécial comprenant des chèques traditionnels destinés au paiement de l'employé, et des volets à envoyer à l'URSSAF, laquelle calculera et débitera directement le montant des cotisations patronales.

Voilà qui est peut-être de nature à *"simplifier la vie"*, comme l'écrit *Le Figaro*, de ceux qui ont les moyens de se payer une bonne... et qui la déclarent, ce qui n'est pas si fréquent.

Le gouvernement reconnaît lui-même qu'il cherche d'abord à *"donner un cadre légal aux emplois de proximité non déclarés"*. Façon de dire que cette mesure ne créera même pas un petit boulot de plus ! Il n'est d'ailleurs pas dit que ces "chèques-service" intéressent vraiment en définitive les employeurs d'un genre de travail s'effectuant le plus souvent "au noir".

Alors, inutile, cette mesure ? Bien sûr que non, puisqu'elle a pour but de démontrer que Balladur se "préoccupe" de l'emploi... de président qu'il guigne pour lui-même !

Marc REMY

LA GOMME À EFFACER LE CHÔMAGE

■ A en croire un journal qui s'adresse aux milieux patronaux, *Les Echos*, dans les jours qui viennent, *"Balladur se réserve l'annonce d'un plan de lutte contre l'exclusion"*. Le Premier ministre, toujours selon *Les Echos* du 30 août, serait *"inquiet de la surenchère à laquelle commencent à se livrer Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing sur le plan social"*.

Et ce journal croit savoir - mais on aurait pu le deviner - que le gouvernement va, dans le cadre du budget 1995, annoncer notamment le lancement de plus de CES (contrats emploi-solidarité) et autres CRE (contrats de retour à l'emploi).

Au-delà des misérables revenus que ces CES et CRE procurent déjà à près de 120 000 RMIstes, et donc d'une main-d'œuvre pas chère aux employeurs, ils ont surtout un avantage aux yeux des gouvernants : celui de déguiser des chômeurs en "titulaires d'un emploi", et donc de dégonfler les chiffres du chômage à la veille des élections.

C'est ce qui explique notamment que le mois dernier, l'INSEE a pu annoncer une "baisse" de 0,45 % du chômage et que, ces jours-ci, elle s'apprête à récidiver, Balladur espérant que l'écart dans les sondages entre lui et ses rivaux de droite se creusera au moins d'autant...

Autre façon de faire disparaître des chômeurs du paysage pré-électoral, l'annonce faite par le ministère du Travail, fin août, de son intention de rayer des statistiques *"les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois"*. On comprend mieux l'intérêt insistant du gouvernement pour les "petits boulots" et autres temps partiels : cela ne permet pas de vivre décemment, mais cela permet aux ministres de pérorer sur une prétendue diminution du chômage.

Et cela, même si, en deux ans (entre juin 1992 et juin 1994), le nombre des "demandeurs d'emploi en activité réduite", comme on les désigne officiellement, ne cesse de croître. En deux ans, il est ainsi passé de 134 000 à 245 000, augmentant plus vite même que le rythme d'accroissement du chômage puisque dans la même période, on est passé de 2,9 millions à 3,3 millions de chômeurs.

Cela n'a rien d'étonnant et surtout rien qui puisse faire vraiment illusion. A commencer par des patrons tel le président de l'Oréal, François Dalle qui – après d'autres d'ailleurs – déclarait dimanche 28 août sur France-Inter, qu'il y avait, en fait 5 millions de chômeurs en France, si on ajoute les RMIstes, CES et autres petits boulots ne pouvant pas être considérés comme disposant d'un vrai emploi.

Ces temps-ci – depuis quelques mois en fait – on discute dans les milieux politiques et patronaux des chiffres du chômage. Il y a ceux, comme Balladur et ses partisans, qui le minimisent. Et ceux qui, pour des raisons tout aussi politiciennes, évoquent la réalité.

Mais aucun de ces gens-là ne désigne les responsables, et surtout n'évoque les solutions pour réduire le chômage : que l'on prenne sur les profits et la fortune des riches.

P.L.

TÉLÉ PLUS CHÈRE MAIS PAS MEILLEURE

La redevance télé va augmenter de 6 % en 1995, passant de 631 F à 670 F pour un poste couleur. C'est ce qu'a annoncé Sarkozy, le ministre du Budget devenu également celui de la Communication depuis la démission de Carignon, aux prises avec la justice pour une affaire de corruption.

Cette nouvelle est d'autant plus difficile à digérer que les propriétaires d'un poste télé ont déjà eu la surprise de trouver en rentrant de vacances une facture portée de 606 F à 631 F cette année. Avec 12% d'augmentation en deux ans, la taxe télé rejoint d'ailleurs un bon nombre de tarifs publics qui affichent une progression nettement supérieure à l'inflation.

D'autant que ce n'est même pas cela qui empêchera la pub d'envahir les chaînes publiques. En effet, Sarkozy a annoncé que France 2 et France 3 pourront désormais couper leurs émissions de jeux et de variétés, ainsi que leurs retransmissions sportives, de spots publicitaires. Autrement dit, les téléspectateurs payeront encore plus de taxes pour avaler plus de pub. Quant à une amélioration de la qualité des programmes, mieux vaut éteindre son poste si on veut en rêver...

Italie

LA GRANDE PANNE DU SUD

Rotolo/Gamma

■ Mercredi 24 août, c'est pratiquement tout le sud de l'Italie, au-delà de Rome, qui s'est trouvé durant trois heures complètement privé de courant électrique, avec les conséquences que l'on devine : deux cents trains bloqués en pleine course, dont l'un sous un tunnel, tramways arrêtés dans les villes, feux tricolores interrompus et embouteillages en conséquence, panique dans les hôpitaux lorsque les groupes électrogènes de secours tardaient à se mettre en route. A cela il faut ajouter les personnes bloquées dans les ascenseurs (près de 500 ont été signalées) et même celles bloquées dans les sas de sécurité qui se sont généralisés ces derniers temps à l'entrée des banques et qui, naturellement, fonctionnent électriquement...

Au total dix-huit millions de personnes habitant dans ces régions du sud de la botte italienne ont été concernées par la panne. On n'était pourtant pas en plein hiver, où l'on aurait pu invoquer une consommation trop élevée d'électricité, et ce n'était même pas la soirée : la panne s'est produite vers 11 h 15 du matin. L'explication fournie par l'ENEL, la compagnie nationale d'électricité, est qu'un transformateur a sauté sur une des quatre lignes à haute tension transportant l'énergie électrique du Nord au Sud. La deuxième a alors sauté également. La troisième ligne a cédé de son côté du fait d'un incendie de forêt. Il ne restait plus qu'une quatrième ligne, dont les postes de transformation surchargés ont alors rapidement mis les pouces.Si l'explication est vraie, alors elle met en lumière la fragilité d'un service public qui n'est pourtant pas le plus mauvais du pays. Le Sud, en particulier, dépend de l'énergie électrique fournie par le Nord, et même par l'étranger car la production d'électricité est déficitaire et l'Italie importe du courant de France, de Suisse et d'Autriche.

Les écologistes, sentant sans doute venir les attaques pour s'être opposés à la construction de centrales nucléaires, ont pris les devants et parlé d'une "mise en scène" organisée par le gouvernement et l'ENEL. Un plan de privatisation de l'électricité est en cours, l'ENEL a déjà été transformée en société anonyme et il ne reste plus qu'à mettre les actions sur le marché. Les Verts ont donc parlé d'une manœuvre pour permettre une sous-estimation de la valeur de l'entreprise et sous-évaluer le prix des actions.

Dès le lendemain d'ailleurs, du fait cette fois d'un simple orage, c'était la moitié des quartiers de Rome qui se trouvaient privés de courant pendant quarante minutes. Avec ou sans l'explication fournie par les écologistes, il est évident que les services publics italiens sont en constante dégradation. Et il est encore plus évident que ce n'est pas la privatisation en cours qui arrangera les choses, lorsqu'on verra des compagnies privées ajuster leurs investissements dans la production et la distribution d'électricité en fonction du critère du profit le plus immédiat, bien plus encore que ne le fait l'actuelle société publique…

A.F.

UNE "VENDÉENNE" À L'ASSAUT DE L'AVORTEMENT

Daylight/Gamma

Irène Pivetti, députée de la Ligue du Nord, devenue présidente de la Chambre des députés au printemps dernier, vient de partir en guerre contre l'avortement.

Cette *"catholique intégrale"*, comme elle se définit, a déjà fait quelque scandale par ses déclarations selon lesquelles l'Etat serait *"soumis à la volonté de dieu"* et quelques autres de saveur douteuse sur les *"Juifs déicides"*. Cette fois, histoire de recueillir les vivats d'un plateau de militants du mouvement intégriste "Communion et Libération", elle a reproché au Parti Démocrate-Chrétien, autrefois au pouvoir, d'avoir laissé passer, dans les années soixante-dix, la loi légalisant l'avortement en Italie. *"Un catholique ne peut signer une telle loi"*, s'est-elle indignée. Et d'ajouter qu'il faut *"remettre en ordre la société selon la volonté de dieu"* puisque *"c'est de dieu que l'Etat tire sa légitimité"*...

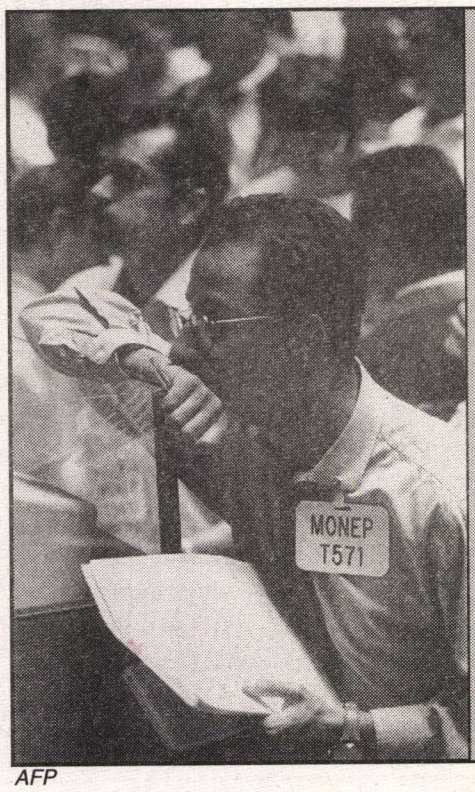
On a beau être en Italie, la laïcité de l'Etat est un principe proclamé, et voir la présidente de la Chambre des députés de la république proclamer que la légalité de celle-ci vient de "dieu" provoque un certain scandale. D'autant plus qu'Irène Pivetti a proclamé aussi il y a quelque temps que, si elle avait vécu au temps de la Révolution française, elle se serait mise sans hésitation dans le camp de l'insurrection vendéenne contre la révolution. Elle arbore d'ailleurs maintenant une croix vendéenne (le coeur et la croix) sur son tailleur blanc et pousse son amour pour la contre-révolution jusqu'à passer ses vacances en Vendée.

On le voit, les succès d'un imbécile réactionnaire comme De Villiers font des émules. Et l'offensive d'Irène Pivetti, qui s'est déjà gagné le surnom de "la Vendéenne", en inquiète plus d'un, à commencer par le leader de son propre parti, la Ligue du Nord, Umberto Bossi qui a demandé que *"dieu nous protège d'un parti des catholiques (...) et des partis fondamentalistes"*.

Bossi oublie un peu vite que si quelqu'un a contribué à hisser Irène Pivetti au siège qu'elle occupe, ce n'est pas "dieu" mais Bossi lui-même. Mais ce qui l'inquiète est évidemment l'opération politique qui se profile derrière les déclarations d'une Pivetti. Dans la course à la récupération de l'électorat réactionnaire, elle se positionne en concurrente des néo-fascistes à la Fini, de Berlusconi et de sa Forza Italia, mais aussi finalement de Bossi lui-même, dont la Ligue du Nord a jusqu'à présent plus misé sur le "nordisme" et la xénophobie à la limite du racisme que sur le créneau de l'intégrisme catholique.

Initiative personnelle d'Irène Pivetti, à qui l'accession au poste de présidente de la Chambre aurait monté à la tête ? Ou faut-il voir là une offensive télécommandée du Vatican pour tenter de reconstituer en Italie un parti des catholiques purs et durs ? En tout cas, on n'a certainement pas fini d'entendre, entre bien d'autres il est vrai, Irène Pivetti proférer ses imbécillités réactionnaires. On pourrait se contenter d'en hausser les épaules si, malheureusement, un droit comme celui à l'avortement, imposé à grand-peine et encore très contesté dans les faits, ne risquait d'en faire les frais.

André FRYS



AFP

Le capitalisme est imprévisible

Les journalistes du *Wall Street Journal*, très sérieux journal financier américain, ont organisé un concours de prévisions boursières entre les analystes financiers et les journalistes non spécialisés. Les premiers sélectionnent attentivement les actions dont ils pensent qu'elles vont monter ; les autres choisissent leurs actions au hasard, en lançant des fléchettes sur la page des cours de la Bourse.

Eh bien... le résultat est le même : les deux groupes sont à égalité, 13 partout.

Peut-être peut-on prévoir un boom économique sur le marché des jeux de fléchettes : c'est moins cher que l'abonnement à un journal financier.

Roger PERIER

Algérie - Maroc

LA STRATÉGIE DE LA TENSION : UNE VIEILLE RECETTE

La frontière algéro-marocaine a été totalement fermée aux ressortissants algériens ou marocains et même aux Français originaires de l'un de ces deux pays. A l'origine de cette situation un fait divers : le meurtre de deux touristes espagnols dans un hôtel de luxe de Marrakech, lors d'un hold-up apparemment raté. Deux des meurtriers, originaires de La Courneuve dans la banlieue parisienne, seraient dit-on connus des services de police français pour divers petits délits (ce qui a d'ailleurs alimenté la propagande des partisans de Pasqua, le quotidien *France-Soir* y trouvant une justification aux contrôles policiers dans la région parisienne, fort peu efficaces au demeurant puisqu'ils n'ont même pas pu empêcher un braquage... au Maroc).

Le ministère de l'Intérieur marocain laissant entendre qu'il pourrait s'agir d'un acte de terrorisme a immédiatement désigné la main de l'Algérie voisine et tous les ressortissants algériens présents au Maroc ont été priés sans ménagement de quitter le pays. Un visa spécial a été demandé aux ressortissants algériens qui voulaient pénétrer sur le territoire marocain. Ce à quoi le gouvernement algérien a répondu en fermant sa frontière avec le Maroc.

Pour accréditer la thèse du terrorisme intégriste, le ministère de l'Intérieur marocain a présenté à la télévision des images d'une cache d'armes, dans la famille d'un suspect... Et, le hasard faisant bien les choses, la police arrêtait parallèlement deux autres personnes suspectées de hold-up à Casablanca contre le restaurant Mac Donald's et contre le centre commercial Makro ainsi qu'à Oujda contre une banque, la Société Commerciale de Crédit. La presse marocaine d'opposition reprend cette thèse, dénonçant dans un même propos le développement du grand banditisme et du terrorisme. S'agit-il de bandits ou d'attentats intégristes ? Bien difficile à savoir, tant cette affaire renferme d'éléments douteux. D'autant que, des deux côtés, marocain et algérien, il existe des raisons de la présenter de façon tendancieuse.

Car ce qui n'est peut-être qu'un fait divers a servi de prétexte à une opération policière de grande envergure et à une série de vexations contre les Algériens en transit au Maroc, chassés précipitamment de leurs hôtels et embarqués dans les commissariats. Les contrôles se sont multipliés.

AFP

Hassan II recevant le président algérien Chadli, lors d'un sommet arabe, en 1988, après 15 ans de rupture.

Depuis l'indépendance, l'histoire de ces deux pays est jalonnée de conflits. Le FLN, avant même d'avoir pris le pouvoir en Algérie, avait inspiré les Armées de Libération du Nord et du Sud marocain qui luttaient contre la monarchie, puis ce fut la "guerre des sables" pour un bout de Sahara en 1963, et enfin l'épineuse question du Sahara ex-espagnol.

AFP

L'armée marocaine dans le Sahara Occidental en 1987, contre les indépendantistes sahraouis que soutenait le gouvernement algérien.

Aujourd'hui le régime marocain, bien qu'aussi moyenâgeux et policier que pourrait l'être celui des intégristes s'ils prenaient le pouvoir, s'attaque aux intégristes et surtout aux Algériens accusés d'exporter l'intégrisme.

Evoquer la main de l'Algérie est une façon de détourner le problème vers un bouc émissaire étranger. L'intégrisme s'est développé au Maroc sur le même terreau qu'ailleurs, la misère, le chômage, les inégalités criantes et la corruption du régime. Le roi a beau jeu de s'attaquer à l'intégrisme, lui qui en a joué un temps et l'a favorisé contre l'opposition de gauche tant qu'il a redouté celle-ci. Aujourd'hui le "commandeur des croyants", représentant d'un islam "modéré", redoute la concurrence des imams intégristes. Non sans raison. Leurs groupes se sont structurés de façon clandestine, mais ils tiennent leurs prêches au grand jour et leurs mosquées sont pleines. C'est même d'une certaine façon l'opposition qui apparaît comme la plus radicale puisque ce sont les seuls à contester ouvertement la monarchie de droit divin... au nom de l'islam. Une victoire de ceux-ci en Algérie, et le régime d'Hassan II déjà bien usé ne résisterait sans doute pas à la pression.

Le régime marocain prétend combattre la menace intégriste en tentant de monter le population du pays contre des meneurs étrangers. De son côté le gouvernement algérien excite lui aussi le chauvinisme des Algériens contre le Maroc accusé de servir de base arrière aux commandos intégristes et il ferme ses frontières.

Les dictateurs agitent le drapeau du chauvinisme pour tenter de ressouder la population derrière leurs régimes branlants. Mais il n'est pas de l'intérêt des peuples algérien ni marocain de reprendre à leur compte la haine de l'étranger. Les travailleurs algériens et marocains feraient seuls les frais d'une politique grosse d'un futur conflit algéro-marocain.

Cécile BERNIER

Algérie

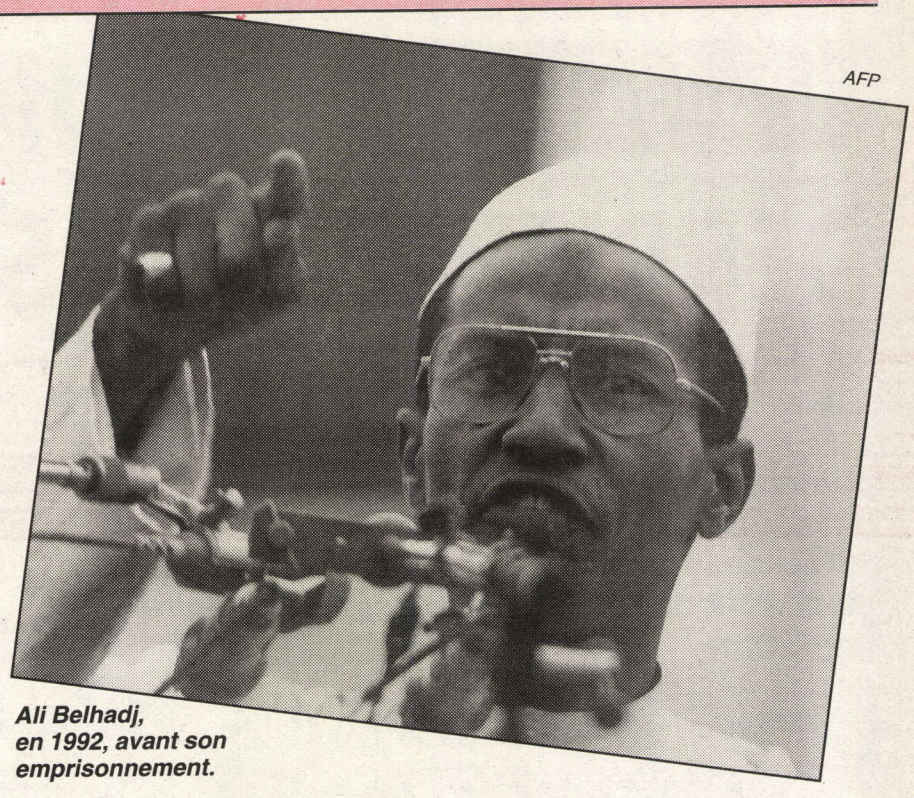
LES I DU MO

En Algérie, la décision du Groupe Islamique Armé (le GIA) de constituer une sorte de contre-gouvernement fait à nouveau apparaître publiquement les dissensions qui peuvent exister au sein du mouvement islamiste. En proclamant qu'il n'y aura *"ni dialogue, ni trêve, ni réconciliation avec le pouvoir apostat algérien"*, les leaders du GIA se posent une fois de plus en représentants d'un intégrisme intransigeant, plus pur et plus dur que celui des dirigeants de l'ex-FIS, auxquels ils reprochent de n'être pas assez nettement opposés à tout compromis avec le pouvoir en place.

Le GIA n'est pas le seul groupe armé islamiste. Depuis l'interdiction du FIS et la répression qui s'est abattue sur ses cadres et ses militants, ceux-ci ont mis sur pied des groupes armés rivaux dont certains apparaissent toujours liés à la politique du FIS et qui constituent aujourd'hui l'AIS (l'Armée Islamique du Salut). D'autres ont pris des distances. Le GIA, rival des premiers, cherche à recruter en affichant un langage plus fanatique et des actions plus radicales. Nous ne savons bien sûr pas quelles chances ils ont de trouver l'oreille d'une jeunesse sans doute de plus en plus désespérée. Mais leurs récentes déclarations pourraient signifier qu'ils cherchent aujourd'hui, non seulement à agir comme un groupe de pression sur leurs rivaux de l'ex-FIS, mais à constituer un véritable courant politique dont les relations avec l'ex-FIS semblent complexes. En effet, le fait que, dans le gouvernement provisoire, la place de numéro deux ait été réservée à Ali Belhadj, l'un des leaders du FIS encore emprisonnés, signifie-t-il que ce dernier s'est rallié au GIA ? Ou cela signifie-t-il

GIA, ex-FIS et AIS :

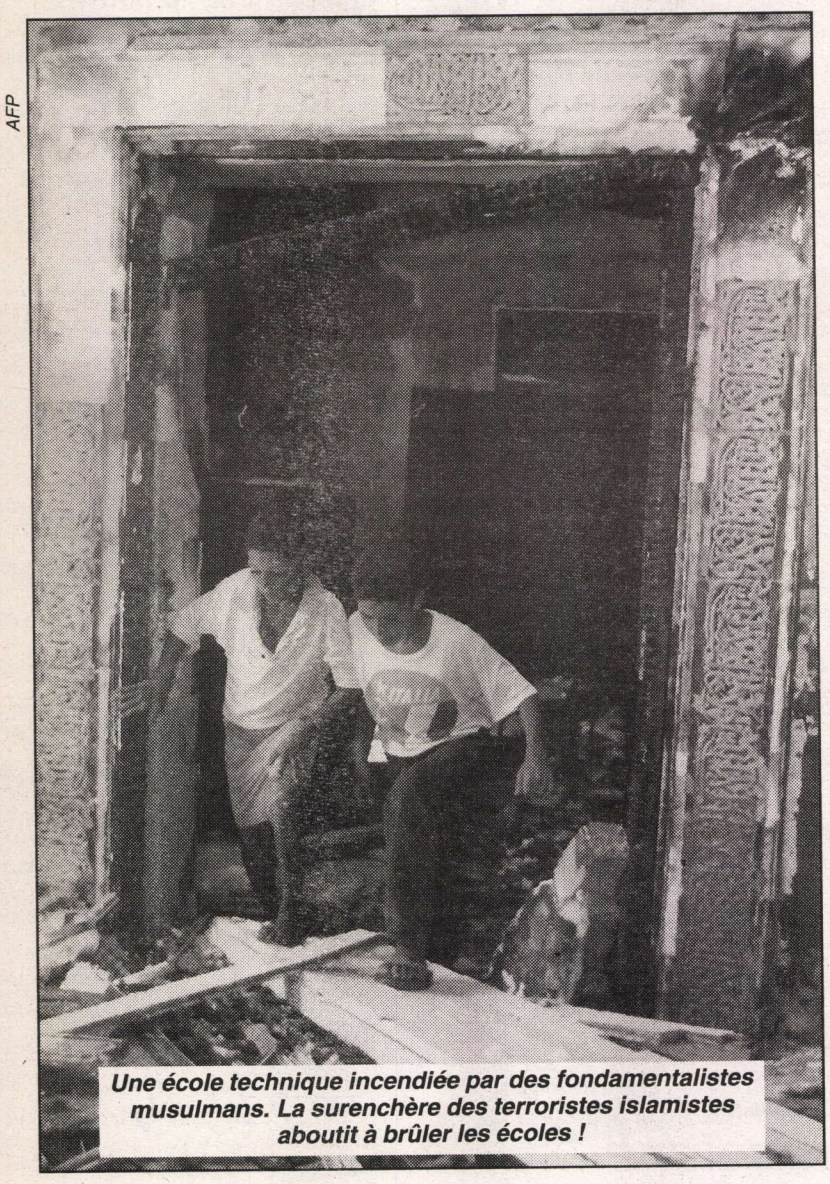
RIVALITÉS AU SEIN UVEMENT ISLAMISTE


AFP

Ali Belhadj, en 1992, avant son emprisonnement.

simplement que les dirigeants du GIA ont besoin de mettre en avant cette figure populaire du mouvement intégriste ? Le ralliement au GIA, en juillet, de Mohammed Saïd, l'un des artisans de la reconstitution du FIS au lendemain de son interdiction, est-il significatif d'une radicalisation d'une partie des cadres et des militants du FIS ? Nous ne le savons pas. Mais ce qui est certain c'est que ces leaders, qui cherchent à tirer profit du pourrissement de la situation en Algérie et du désespoir de la population pauvre, veulent se donner les moyens de mettre sur pied une dictature impitoyable vis-à-vis des classes pauvres qui pourraient être tentées aujourd'hui de leur faire confiance, à cause de leur langage et de leurs méthodes radicales. Car entre le projet d'Etat islamiste des islamistes présentés comme plus modérés, et avec lesquels le pouvoir actuel et certains dirigeants politiques en France ou aux USA concevraient un compromis, et celui des plus radicaux, il n'y a pas de différence essentielle, pour la population. Ce serait un ordre dictatorial, réactionnaire, fait d'oppression contre les femmes, les pauvres, les faibles ; un ordre fait de violence et d'intolérance.

Le pouvoir actuel, aujourd'hui haï par la majorité des classes pauvres de la société algérienne, parce qu'il est responsable de leur appauvrissement et parce qu'il n'a su répondre à leur mécontentement et à leur désespoir que par la répression ou la terreur d'Etat, a constitué le terreau sur lequel s'est développée la gangrène réactionnaire de l'intégrisme. Ceux qui exercent ce pouvoir ne veulent pas quitter la place et c'est pour cela qu'ils mènent un combat politique contre l'ex-FIS et ses divers satellites. Mais dans ce combat ils n'oublient pas, comme le prouvent leurs méthodes, que le plus important pour eux est d'empêcher toute contestation et toute tension sociale, un terrain sur lequel d'ailleurs ils seront peut-être un jour amenés à conclure des alliances ouvertes avec les politiciens aventuriers ou démagogues de l'ex-FIS et autres GIA.


AFP

Une école technique incendiée par des fondamentalistes musulmans. La surenchère des terroristes islamistes aboutit à brûler les écoles !

Espagne

UNE JUSTICE BIEN TARDIVE

Treize ans après, la justice espagnole vient de décider la réouverture du dossier de "l'huile frelatée", à la demande des victimes et de leurs associations de défense qui attendent toujours une indemnisation.

A l'époque, en 1981, ce scandale eut un énorme retentissement. Grâce à de nombreuses complicités, un entrepreneur espagnol avait organisé un gigantesque trafic et importé de France trois millions de litres d'huile de colza destinée à un usage industriel. Bien que rendue impropre à la consommation, par l'addition d'aniline, une substance hautement toxique, cette huile fut pourtant commercialisée comme huile de table, notamment dans la banlieue pauvre de Madrid où elle provoqua l'empoisonnement de plusieurs milliers de personnes. Selon les associations de défense des victimes, entre 900 et 1200 en seraient mortes après d'horribles souffrances, tandis que 20 000 autres conservent aujourd'hui de graves séquelles, dont 5 000 un handicap à vie.

Lors d'un premier procès, en mai 1989, treize personnes seulement furent reconnues coupables dans cette affaire. Trois d'entre elles retournèrent en prison, tandis que la peine de dix autres – quatre ans et deux mois de prison – était jugée couverte par leur détention préventive. Quant aux victimes, elles n'eurent droit à aucune indemnité !

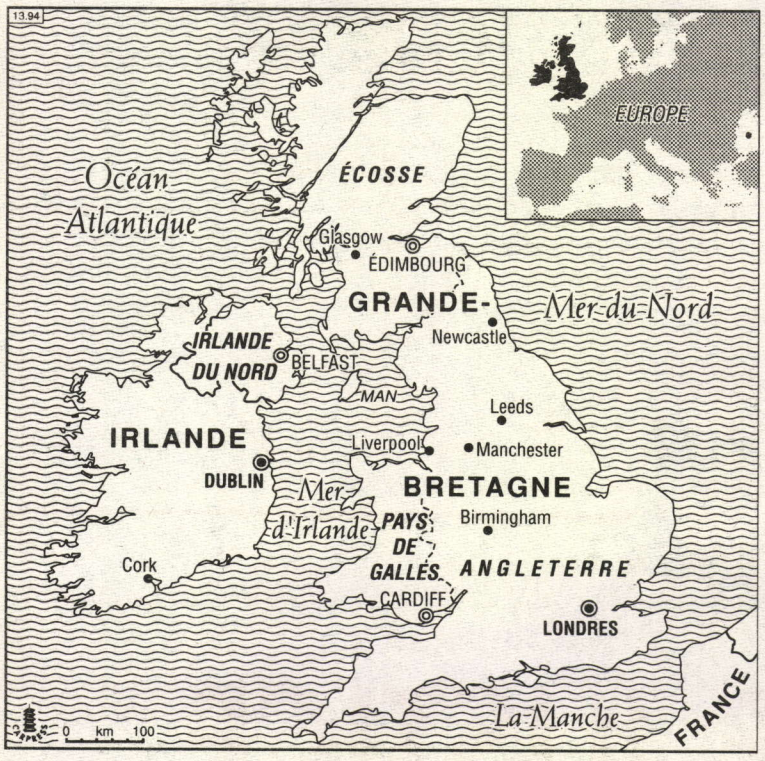
En rouvrant le procès aujourd'hui, et en mettant sur le banc des accusés sept hauts fonctionnaires du gouvernement d'alors, dont l'ex-chef de la section des importations agricoles au ministère de l'Économie et du Commerce, l'ex-directeur de la concurrence et de la consommation, l'ex-directeur du laboratoire central des douanes et l'ex-chef du service des fraudes au ministère de l'Agriculture, la justice espagnole permettra peut-être aux associations de défense des victimes d'obtenir l'indemnisation qu'elles attendent depuis si longtemps. L'État espagnol a d'ailleurs annoncé que, s'estimant engagé dans cette affaire, il se substituerait aux coupables et financerait cette indemnisation.

Mais en attendant, et même si elle semble donner tardivement gain de cause aux victimes, la justice espagnole aura par sa lenteur permis à bon nombre de responsables de ce meurtre à grande échelle – hommes politiques et affairistes – de se faire oublier.

Irlande du Nord

UN AN DE DIPLOMATIE DERRIÈRE LE DOS DE LA POPULATION

L'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) a fait savoir par le Sinn Fein, son aile politique, qu'elle s'apprêtait à déclarer un cessez-le-feu permanent dans le cadre de ce que la classe politique anglo-irlandaise appelle désormais le "processus de paix". La publication de la date et des modalités de ce cessez-le-feu serait imminente.



Cela faisait en fait longtemps qu'une telle initiative était dans l'air, depuis la déclaration conjointe de décembre 1993 par laquelle les Premiers ministres anglais et irlandais avaient évoqué pour la première fois en public l'idée d'un règlement politique en Irlande du Nord ouvert à tous les partis concernés, y compris les nationalistes irlandais.

Dans le respect des règles fixées par les Etats

Comme on l'a appris par la suite, cette déclaration faisait suite à deux ans de contacts et de négociations secrètes entre le gouvernement britannique et les dirigeants de l'IRA. Mais depuis, la diplomatie secrète n'a pas perdu ses droits. C'est ainsi par exemple qu'un an après le premier projet de règlement politique présenté de façon officielle par les nationalistes aux dirigeants anglais et irlandais, on en ignore toujours le contenu exact. De même que l'on ignore tout du contenu précis des innombrables contacts directs et indirects entre les nationalistes et les politiciens anglais et irlandais, du Sud comme du Nord, dont la presse s'est fait largement l'écho.

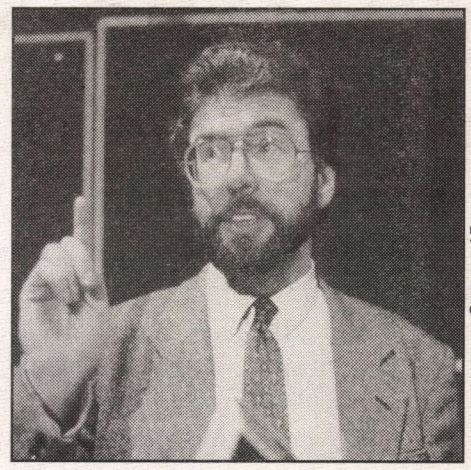
Le silence des nationalistes sur leurs propres intentions comme sur les propositions et avances de leurs adversaires, y compris vis-à-vis de la minorité catholique d'Irlande du Nord dont ils prétendent défendre les intérêts, n'est d'ailleurs que le prolongement logique de toute leur politique.

Sans doute les nationalistes ont-ils recruté bon nombre de leurs combattants et la majorité de leurs sympathisants parmi les couches les plus pauvres de la classe ouvrière catholique. Mais derrière le langage pseudo-radical du nationalisme et de la lutte armée et même les formules empruntées parfois au marxisme, se sont toujours cachées les aspirations d'une fraction de la petite-bourgeoise nord-irlandaise frustrée d'être remisée dans une position subalterne par la bourgeoisie protestante sur laquelle s'appuyait la domination anglaise. Le véritable but des nationalistes, ils ne l'ont jamais caché d'ailleurs, a toujours été d'être reconnus par l'Etat anglais et d'obtenir une place à la mangeoire du pouvoir, non contre le volonté de l'impérialisme mais avec son approbation et sa garantie.

Et, aujourd'hui, les dirigeants nationalistes ont d'autant moins de raisons de soumettre les données et les enjeux de la situation aux masses pauvres d'Irlande du Nord, que c'est aussi à cela – et ils le savent bien – que les jugeront les hommes de la bourgeoisie anglaise. La place que l'Etat britannique laissera aux dirigeants nationalistes lors du règlement final dépendra directement des preuves qu'ils auront données de leur aptitude à se soumettre aux règles imposées par les Etats, et au besoin à les imposer à la population. Du coup les dirigeants nationalises veulent se montrer sous leur vrai jour, celui de politiciens "responsables", c'est-à-dire responsables devant la bourgeoisie et devant elle seule.

La poudrière irlandaise n'est pas désamorcée

Ce jeu de la diplomatie secrète n'a d'autre but, pour les dirigeants nationalistes – et bien entendu pour ceux des Etats – que d'empêcher les masses pauvres d'intervenir dans le règlement politique, et peut-être le poids des dirigeants de l'IRA peut-il suffire à y parvenir, s'agissant de la population pauvre catholique. Mais même cela est loin d'être sûr. Après tout, le souvenir de l'explosion sociale des années 1968-1972 n'est pas bien loin – celui d'une explosion que les nationalistes n'avaient pas voulue et qu'ils n'ont pas pu empêcher, même si après coup ils ont su en tirer de nouvelles forces.



Gamma / Boyes

Le président du Sinn Fein, Gerry Adams, annonçant les contacts avec le gouvernement de Londres.

Mais la population catholique pauvre n'est pas seule à s'inquiéter. De l'autre côté des murailles de six mètres de haut surmontées de fil de fer barbelé qui séparent les quartiers protestants et catholiques de l'ouest ouvrier de Belfast (la "ligne de paix" comme l'appellent cyniquement les autorités), la population protestante pauvre est livrée à la même incertitude quant à son avenir. Là, ce sont les nombreux groupes paramilitaires protestants qui, tout réactionnaires qu'ils soient, en arrivent à passer pour radicaux et soucieux des intérêts des plus pauvres, à force de jouer de la démagogie populiste. Ce sont ces groupes qui, depuis plusieurs mois, recrutent comme ils ne l'avaient pas fait depuis longtemps, en particulier parmi les jeunes chômeurs protestants. Mais leur objectif, bien sûr, n'est autre que de se placer dans la course aux négociations, à coups d'actions d'autant plus spectaculaires et meurtrières qu'elles leur permettent justement de prétendre à cette image radicale.

Face à la démagogie de ces groupes, la classe ouvrière catholique, avec ses traditions de combat, aurait bien des choses à dire et à proposer à ses frères protestants. Et réciproquement, car la classe ouvrière protestante ne manque pas de traditions, elle non plus, même si celles-ci sont plus marquées par le syndicalisme que par les combats de rue.

Mais entre elles, il n'y a pas que les barbelés de la "ligne de paix". Il y a le cynisme de politiciens nationalistes qui entendent se servir des masses pauvres comme de pions sur l'échiquier de leurs ambitions. Il y a surtout l'absence – pour le moment, mais peut-être n'est-ce que provisoire, en tout cas c'est ce que l'on peut espérer – d'une voix, d'un parti, qui ait choisi le camp du prolétariat contre celui de l'Etat anglais et de son armée et contre celui des bourgeois et aspirants bourgeois irlandais.

François ROULEAU

AFP

Affrontements à Londonderry lors des émeutes de 1969.

Bosnie

PARTAGE IMPOSSIBLE

Le référendum organisé par les chefs de la "République serbe de Bosnie" les 27 et 28 août s'est soldé pour eux par un succès sans bavure, puisque la population a répondu massivement "non" à la question : *"Acceptez-vous les cartes de division territoriale de l'ex-Bosnie-Herzégovine proposées par le groupe international de contact ?"*. Quelque 90 % des électeurs serbes-bosniaques ont suivi leurs chefs avec en tête Radovan Karadzic dans leur rejet du plan, dit de paix, patronné par les grandes puissances, et accepté également par le dirigeant de Belgrade, Milosevic, de son côté.

Si ce dernier s'était fait fort d'amener ses protégés serbes de Bosnie à accepter le dernier plan international en date lorsqu'il a décidé son blocus à leur encontre au début du mois d'août, il a donc échoué. Karadzic peut se prévaloir du succès de son référendum pour le défier et afficher plus de détermination que jamais, pour jouer l'escalade guerrière – ou, en tout cas, pour en agiter la menace.

Non que le plan international en question défavorise les nationalistes serbes de Bosnie : il leur attribue 49 % des territoires de l'ex-Bosnie-Herzégovine, contre 51 % aux Croates et aux Musulmans, alors que les Serbes ne constituent pas un tiers de la population totale. Mais leurs bandes armées en occupent, dans la réalité sur le terrain, quelque 70 %... et ils peuvent donc faire valoir tout simplement la loi du plus fort. *"Seuls les Serbes dessinent les cartes de partage de la Bosnie"*, a déclaré lui-même Karadzic voici quelque temps.

Et sans doute, pas plus que maintenant, Milosevic ne maîtrise ses protégés de Bosnie, Karadzic ne maîtrise-t-il lui-même à son tour l'ensemble des petits chefs de bandes nationalistes surgis à la faveur de la guerre dans les territoires conquis en Bosnie. C'est l'ensemble de la situation qui est propice à l'engrenage des surenchères ; sans oublier que Karadzic a sûrement ses propres ambitions face au dirigeant de Belgrade, par exemple celle de s'imposer à sa place comme "l'incontournable interlocuteur" des Occidentaux dans les marchandages présents et à venir...

S'il trouve un appui dans la population, cela peut être dû à plusieurs facteurs. Dans quelle mesure jouent des éléments comme la peur qu'inspire le pouvoir, la pression des hommes en armes, ou encore l'intoxication nationaliste et l'embrigadement liés à plus de deux ans de guerre, nous ne pouvons bien sûr pas en juger.

Les problèmes ne seraient pas résolus par ce plan, et ils ne peuvent être résolus par aucun de ces plans de partage concoctés périodiquement sous l'égide des grandes puissances impérialistes, avec l'accord fluctuant des camps en présence. Un seul exemple : en cas d'accord sur le plan actuel, quels seraient le sort et les craintes pour l'avenir des quelque 400 000 Serbes qui vivent dans les 21 % de territoires qui seraient alors à rétrocéder ?

Les visées des dirigeants des grandes puissances (lesquels, apparemment, ne cherchent pour le présent qu'à tenter de circonscrire une éventuelle reprise brutale du conflit au cadre du territoire bosniaque), tout comme celles des chefs de bandes qui sévissent dans le pays en prétendant défendre leurs peuples au nom du nationalisme, sont fondamentalement opposés aux intérêts des populations. C'est avec la chair et le sang des peuples qu'ils se livrent, les uns et les autres, à leurs marchandages et à leurs parties de bras de fer entre eux.

C.L.G.

Troupes serbes de Bosnie. Elles n'ont pas l'intention de restituer la moindre parcelle du territoire qu'elles occupent.

Gamma/Shone

Rwanda

l'ex-armée de la dictature, sauvée par l'intervention française, terrorise toujours la population

D'après des sources différentes, dont un porte-parole de l'ONU, l'ancienne armée gouvernementale rwandaise serait regroupée dans un camp d'entraînement au Zaïre et préparerait une contre-offensive. Et cela avec l'aide des autorités zaïroises. Selon les organisations humanitaires, 20 000 hommes seraient regroupés au sud-ouest de la ville de Goma, armés de fusils d'assaut, de grenades et de missiles anti-aériens, et équipés de transports de troupes blindés et de 4 hélicoptères de combat. Ils auraient reçu 4 mois de solde d'avance – de qui ? – et beaucoup seraient encore en uniforme.

C'est cette même armée qui, après l'assassinat du dictateur Habyarimana, s'était livrée à des massacres visant la minorité tutsie et l'opposition hutue modérée, sans que le gouvernement français ne réagisse. Celui-ci n'avait envoyé des troupes justement que pour protéger l'armée rwandaise et lui éviter la débâcle totale face au FPR, en créant la *"zone humanitaire sûre"* qui a permis aux hommes de la dictature de passer avec armes et bagages – et argent – au Zaïre.

Aujourd'hui, l'impérialisme français continue probablement de financer et soutenir – directement ou par l'intermédiaire de l'Etat zaïrois qui n'a rien à lui refuser – une armée que, dans le passé, il a contribué à constituer, à entraîner, et qui dans l'avenir peut constituer un moyen de pression contre le FPR au pouvoir. Et qui, en attendant, fait peser sa menace sur les centaines de milliers de réfugiés dans les camps du Zaïre, assassinant par exemple ceux qui manifestent le désir de retourner au Rwanda.

Marc REMY

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Dans les entreprises

Renault (Douai)

Après la grêle, une pluie d'irrégularités

Au début du mois d'août, 7800 Renault 19 avaient été endommagées sur les parkings de l'usine par un orage de grêle. Ces voitures étaient stockées en attente de livraison ou en attente de pièces. Il fallait donc les rendre à nouveau vendables en rectifiant les carrosseries.

L'usine est normalement fermée au mois d'août, et Renault l'a donc rouverte pour la circonstance. Pour ce genre de travail, il faut des spécialistes très qualifiés.

Renault a donc fait venir des petits patrons retoucheurs d'Italie, avec leurs équipes. Mais certains de ces petits patrons ne sont pas très regardants pour ce qui est de la législation sociale. L'inspecteur du travail a fait repartir une de ces équipes car les conditions d'embauche étaient irrégulières, l'un des ouvriers par exemple était retraité… Mais bien sûr, jusque-là, Renault peut dire qu'il n'y est pour rien et qu'il ne savait pas. Mais Renault ferme les yeux bien souvent. En effet l'essentiel, n'est-ce pas, c'est que les voitures redeviennent vendables rapidement. Alors, le contrat se limite à une considération financière : Renault paye aux petits patrons retoucheurs qui travaillent avec leur équipe 1500 francs par voiture. Pour le reste, cela ne le regarde pas…

Or, à ce prix-là, c'est la course au rendement. Les équipes font jusqu'à 50 véhicules par jour, en travaillant 14 heures par jour, samedis et dimanches compris. Même en décomptant les pauses, cela fait des horaires d'un autre âge… Ce qui dépend directement de Renault par contre, c'est tout le travail complémentaire : des intérimaires ont été convoqués en nombre pour déplacer les voitures et les préparer. Et ces travailleurs font les 2 x 8, week-ends également. Et ceux qui voudraient refuser sont renvoyés rapidement. Enfin, la direction a aussi fait venir des travailleurs d'autres usines du groupe et de Douai, dont certains étaient encore en congés. Comment seront-ils payés ? Personne ne le leur a encore dit…

Ajoutons que cela ne devrait rien coûter à l'usine. Car Renault fera jouer la clause de son assurance contre les intempéries. Une assurance contre la grêle …ou contre les irrégularités sans doute.

Correspondant LO

CHIRAC DÉCOUVRE LE "SOCIAL"

Chirac, alors Premier ministre, et Balladur, ministre de l'Économie, en 1988.
Ah, que le "social" les préoccupait !

AFP

Lancé dans une course poursuite électorale avec Balladur, Chirac serait lui aussi tourmenté par le social.

En tout cas, c'est l'image qu'il aimerait bien donner de lui. Il a donc, ces dernières semaines, multiplié les déclarations sur la *"situation nationale et sociale grave"* et en a appelé à une *"politique juste et généreuse"*, les électeurs étant priés de comprendre que son "ami de trente ans" et rival, Balladur, lui, n'est ni "social", ni "généreux"...

Evidemment, comme la campagne électorale ne fait que débuter, on va voir se multiplier des interviews venant à point nommé, telle celle donnée ces jours-ci par Chirac à l'hebdomadaire *VSD*, et dans laquelle il feint de se demander : *"N'avons-nous pas exagéré l'importance des problèmes économiques au point de mal distinguer la finalité de l'action politique ?"* Et, plus loin, son incertitude devient même déchirante, quand il déclare que, face à *"l'ampleur de l'exclusion et du chômage (...), il faut s'interroger sur ce que nous avons fait du contrat social qui était au coeur de la pensée du général De Gaulle"*.

A charge pour les interviewers qui voudraient bien aider Chirac de poser ces questions à Balladur, en espérant qu'elles l'embarrasseront, Chirac espérant surtout que les lecteurs et électeurs voudront bien oublier que ce même Chirac, qui a tout de même été deux fois Premier ministre et a participé à la plupart des gouvernements gaullistes, a eu plus que sa part dans le développement du chômage.

Et défense de rire quand on entend ce monsieur vanter une prétendue *"ambition sociale du gaullisme"* qui couvre bien mal sa seule ambition personnelle de s'installer à l'Elysée. Une ambition qui est le point commun – et la pomme de discorde – entre tous ces politiciens, tel Giscard qui s'apprête évidemment lui aussi à rendre public son *"plan de lutte contre le chômage"*. Des politiciens au service des patrons et des riches et qui ne font semblant de se soucier du sort des travailleurs qu'à la veille des élections.

Un bon coup de colère du monde du travail, voilà qui, peut-être, mettrait un terme à leurs prétendues "interrogations" sociales, mais plus certainement qui résoudrait la vraie "question sociale".

M.R.

Échos des entreprises...
(extraits des bulletins Lutte Ouvrière)

Handicapé à vie pour de sordides économies

Le 8 août, à Orly un travailleur a eu la jambe et une partie du bassin écrasées par un avion, il a dû être amputé.

Alors que l'avion était tracté, deux agents faisaient le départ, casque sur les oreilles et fiches de consignes dans les mains ; l'un d'eux a trébuché…

Faire des économies et réduire les effectifs, comme le font toutes les compagnies, au nom de la concurrence, se fait sur le dos de notre sécurité à tous. C'est criminel.

Faire et défaire

La restructuration d'Air France à la sauce blanche se met en place. Le nombril de la nouvelle organisation, appelé "Air France Maintenance" (situé à CGD), est chargé de fournir des avions aux clients… que sont les différentes lignes Air France. Pour cela, AFM dispose d'entreprises sous-traitantes regroupées sous le nom "d'Air France Industries" (Le Bourget, Orly, etc.) qui devra *"rendre ses prestations à des prix performants… car AFM pourra mettre AFI en situation de concurrence"*.

On nous avait dit qu'il fallait *"regrouper les trois grandes compagnies pour faire face à la concurrence"*. Maintenant, Blanc veut diviser la compagnie pour mettre les morceaux en concurrence entre eux. Logique, non ?

(Air France Le Bourget 22.08.94)

Service public ?

C'est devenu une habitude. Chaque été des lits ferment dans les hôpitaux. Certains jours, dans les services, c'est un véritable casse-tête pour coucher tous les malades, et les listes d'attente s'allongent.

Avec cela, le ministère viendra parler de service public qui remplit son rôle d'accueil et de soins pour la population !

(Hôpital Beaujon, Paris, 16.08.94)

Là où le bât blesse

Cet été encore, il était plutôt déconseillé de tomber malade à la RP avant 8 h ou après 16 h, et cela pour cause d'infirmerie fermée.

La direction refuse toujours d'assurer un service continu.

Et cela alors qu'elle n'hésite pas à déplacer les horaires de travail jusque tard dans la nuit pour de plus en plus d'entre nous, notamment au CTC.

(PTT, Paris Louvre, 22.08.94)

Travaux forcés

Vite, vite, il fallait réparer la TDA. Et comme il manquait de personnel pour faire ces travaux qui n'étaient pas programmés, l'entretien posté, les entreprises extérieures renforcées d'intérimaires recrutés à la hâte furent mis à contribution. Certains ont travaillé plus de quatre-vingts heures lors de cette semaine folle. Un mois d'août hors la loi pour RP.

(Rhône-Poulenc, Pont de Claix, 22.08.94)

En collection de poche 10/18

Le safari de votre vie et Feu le monde bourgeois (réédition)

de Nadine Gordimer

Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature 1991, fille d'un Juif émigré d'Europe centrale en Afrique du Sud et d'une Anglo-saxonne, fait partie de cette minorité blanche qui a soutenu l'ANC et le parti communiste sud-africain, et toute son œuvre témoigne de son engagement.

Il en est donc de même dans *Feu le monde bourgeois* et *Le safari de votre vie*. Le premier ouvrage a été publié en 1966, le second est composé de courtes nouvelles rédigées entre 1988 et 1990.

Feu le monde bourgeois se présente comme un récit d'une petite bourgeoise anti-Apartheid, au moment où elle apprend la mort de son ex-mari qui était, lui, militant. Et entre les retours sur le passé, leur rencontre, son engagement, leur vie, leurs déboires, Nadine Gordimer dessine un portrait de ce milieu.

On est au milieu des années 1960, la répression du Mouvement contre l'Apartheid s'est faite plus dure et nombre d'organisations ou d'individus se lancent dans des attentats. Max, élevé dans une famille blanche très conservatrice, n'a pas supporté la mentalité qui y régnait, pas plus qu'il n'a supporté la société raciste où il vivait. Cependant, il est présenté comme pusillanime, velléitaire, quelqu'un qui a gardé les traits psychologiques des enfants gâtés de sa famille riche, même dans son militantisme.

En parallèle, elle montre les réactions des parents de Max et de leur milieu, dont l'égoïsme et le conservatisme sont repoussants. Car, eux, écrit-elle, *"vivent et réussissent dans le monde tel qu'il est, mais n'ont même pas le courage de risquer un échec en essayant de le changer"*.

L'ex-femme de Max, qui partage ses convictions, a cependant réussi à se ménager une vie relativement confortable, au milieu d'amis qui, comme elle, se sentent en opposition avec le régime, tout en ne faisant rien pour ne pas en pâtir personnellement. Mais après la mort de son ex-mari, et bien qu'elle se soit juré de ne pas le faire, elle se dirige quand même vers un certain engagement, comme "compagnon de route" de militants noirs.

Ecrit sans fioritures, dans un style dépouillé, ce livre a le mérite d'être un témoignage sans doute assez fidèle à la réalité sur ce que furent certainement nombre de Blancs anti-Apartheid.

Le safari de votre vie est tout aussi intéressant. Cette série de 16 nouvelles fait elle aussi partager avec talent au lecteur les sentiments des personnages. On suit ainsi, entre autres, l'épuisante marche d'un groupe de Noirs qui, pour quitter leur village trop pauvre où ils meurent de faim, doivent traverser un immense parc naturel réservé aux safaris, clandestinement, sans faire de feu par exemple, et se retrouvent obligés de s'affronter aux animaux. Ou encore deux histoires parallèles qui se recoupent, celle d'une Blanche, dégoûtée par la viande, qui hésite à devenir végétarienne, et qui croise lors d'un week-end dans une villa chic à la campagne, un serviteur noir qui vient chercher sur les carcasses laissées par les lions de quoi nourrir ses enfants...

Ce qui fait l'intérêt de ces deux livres, c'est la finesse avec laquelle Nadine Gordimer réussit à montrer avec justesse comment s'entremêlent dans les choix d'un individu les raisons individuelles et les pressions sociales. Et c'est cela qui, tout autant que les situations décrites, fait de ces ouvrages deux bons livres.

Nelly MEYER

Le temps des Italiens de François Maspero

Lise, une orpheline qui entre dans l'adolescence, est renvoyée temporairement par son couvent parisien à ses grands-parents qui habitent Saint-Tropez, un village qui, en ce mois d'octobre 1942, n'est pas encore à la mode...

C'est au travers des yeux de Lise que l'auteur nous fait voir le "Temps des Italiens", c'est-à-dire le temps de l'occupation italienne.

Lise a l'allure d'une petite fille sage, mais son indépendance et son intrépidité attirent un jeune officier italien, qui parvient à gagner son amitié. On devine à son comportement, avant que Lise ne le comprenne et que l'auteur ne le confirme, qu'il s'agit d'un jeune Italien de gauche, entraîné dans la guerre contre son gré.

D'ailleurs tous les soldats italiens sont considérés par Lise comme des hommes de bonne composition, désemparés, qui comprennent les villageois et pas simplement parce qu'ils comprennent leur patois, et qui aimeraient bien rentrer chez eux...

Lise se fait une idée des gens qu'elle rencontre à travers des repères personnels. Son oncle et des amis sont communistes. Elle ne sait pas ce que cela veut dire, mais elle les trouve bien. Elle n'aime pas l'organiste de l'église.

Celle-ci est une pétainiste...

Lisé découvre aussi qu'une partie de ses proches participent à un réseau qui fait passer des Juifs de France en Italie. La mort de deux jeunes Juives dont elle est devenue l'amie va la marquer profondément...

En septembre 1943, les Italiens partent : les alliés ont débarqué en Sicile, Mussolini a été renversé. L'armée allemande arrive.

Dans un roman très court – moins de cent quarante pages –, fin et émouvant, François Maspero parvient à montrer beaucoup : la vie quotidienne dans ce village, les réactions des uns et des autres, la "connerie de la guerre" – et un profond sentiment de fraternité humaine, d'internationalisme même. Et aussi, avec ses derniers chapitres, qui montrent la femme qu'allait devenir Lise après la guerre, comment les événements vécus par la fillette pendant ces trois ans (en fait, même pas trois ans, mais quelques mois de vacances étalés sur trois ans, vécus intensément) allaient marquer sa vie entière.

Sylvie FRIEDMAN

Le Temps des Italiens, *de François Maspero*

Éditions Seuil – 137 pages.

Banquet de LUTTE OUVRIÈRE Perpignan

Dimanche 11 septembre 1994 de 11 h à 20 h

à PIA (Notre-Dame de la Salut)

La Conférence internationale sur la population

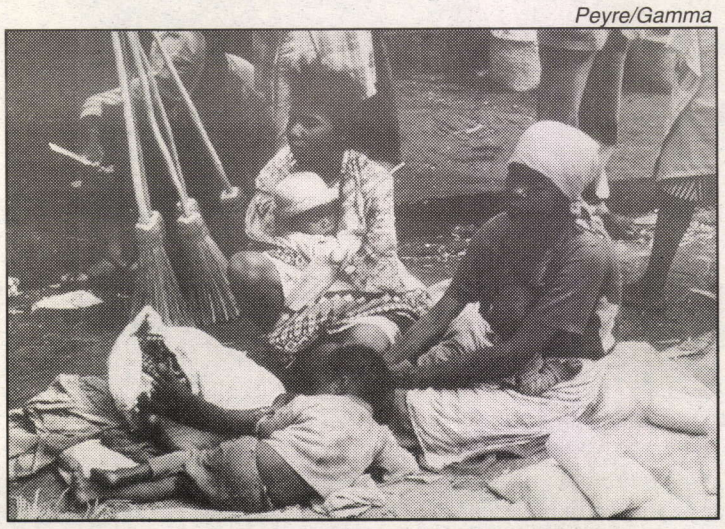
Hypocrisie bien partagée

Sous l'égide de l'ONU, la troisième Conférence internationale sur la population et le développement se déroulera au Caire du 5 au 13 septembre prochain. Elle réunira 140 pays.

Les précédentes s'étaient tenues en 1974, à Bucarest et en 1984, à Mexico. Entre temps, la population mondiale est passée de 3,7 milliards d'hommes en 1970 à 5,63 milliards en 1994, soit une augmentation de près de 100 millions d'individus par an. Et la quasi-totalité de cette augmentation (94 %) est due à la forte natalité dans les pays les plus pauvres de la planète, ceux dits du Tiers-Monde. Aussi, cette conférence a-t-elle pour objectif de présenter un plan d'action, financé par le Fonds des Nations unies pour la population et visant à ralentir la croissance démographique de ces pays.

Cette croissance est en effet désignée comme responsable en grande partie (voire comme principale responsable) de la misère dans laquelle se débat la population de ces pays. Elle est considérée comme un frein à leur développement économique. Et ralentir la croissance démographique est alors présenté comme une œuvre destinée à soulager la misère économique. Cette idée n'est pas nouvelle mais elle apparaît toujours aussi fausse et réactionnaire en ce qu'elle réduit à des problèmes démographiques des problèmes qui sont, en fait, sociaux. Ce que reconnaissent d'ailleurs en partie certains démographes et scientifiques et surtout, ce que démontre la situation dans les pays riches. Dans les pays industrialisés, le meilleur frein à l'augmentation des naissances reste l'amélioration du niveau de vie, des conditions d'existence, d'hygiène, de logement, de nutrition, etc. Comment par exemple la population qui s'entasse dans les bidonvilles du Caire, lieu même de la conférence, pourrait-elle contrôler sa croissance démographique alors qu'elle manque de l'indispensable pour vivre dignement ? Supprimer les causes de cette misère-là serait pourtant la solution des problèmes démographiques.

Peyre/Gamma



Misère à Madagascar, une île qui n'est cependant pas très peuplée...

Lorsque ces conférences ont encouragé des mesures permettant la baisse de la fécondité, entraînant un ralentissement des naissances que l'on commence à constater dans certains pays du Tiers-Monde, elles ont consisté en des techniques barbares, empreintes d'un profond mépris à l'égard des populations pauvres. En revanche, la pilule contraceptive n'est utilisée que par cinquante millions de femmes environ dans le monde sur un milliard en âge de procréer. Car c'est une méthode exigeant un niveau culturel, une attitude morale, qui sont liés au développement économique. En revanche, la méthode contraceptive préconisée en Inde comme en Chine reste la stérilisation définitive qui mutile aussi bien les hommes que les femmes.

Mais que la possibilité d'une maîtrise des naissances existe, qu'elle soit seulement envisagée, évoquée, discutée, provoque une véritable levée de boucliers chez les religieux de tout acabit : chez les intégristes musulmans qui cantonnent les femmes au rôle de reproductrices, mais aussi chez les intégristes catholiques pour ne citer que ces deux-là. Ainsi, le Vatican a-t-il toujours dénoncé les projets de planification des naissances. Qu'il s'adresse aux pauvres des Philippines, aux jeunes Américains à Denver, comme l'été dernier, ou demain à la conférence du Caire, le pape fait l'amalgame entre la contraception, l'avortement et la prostitution. Il y voit rien moins que la main de Satan et *"la culture de la mort"*... tout comme les imams !

Que l'humanité, dans son ensemble, profite de tous les moyens médicaux, scientifiques, techniques et que la maîtrise des naissances ne soit plus qu'un problème de choix et de conscience, reste impossible dans une société qui laisse les deux tiers de ses membres souffrir de carences alimentaires. Pour y réussir, il faudra non seulement balayer tous les intégrismes mais aussi débarrasser la planète d'un système social qui maintient, pour le profit d'une minorité, le plus grand nombre dans le sous-développement matériel et culturel.

Patricia MULLAN

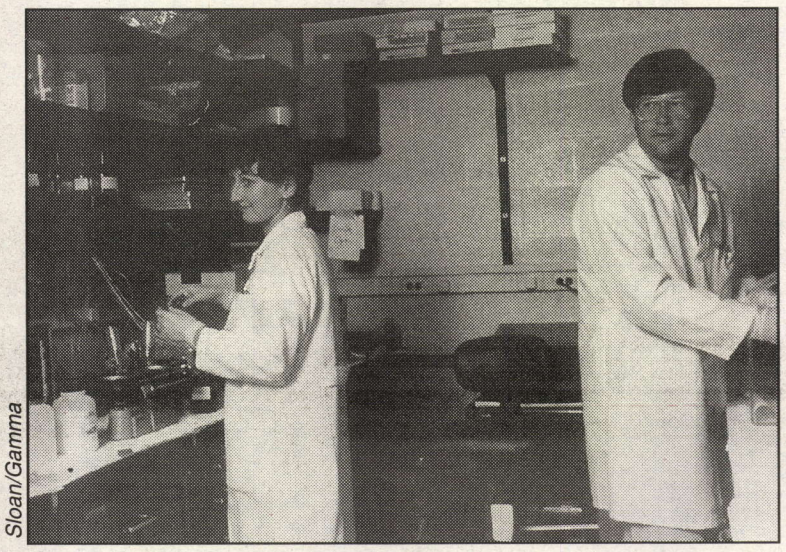
USA

La réforme du système de santé :

UN PROJET DE PLUS EN PLUS MALADE

Bill Clinton avait promis, lors de sa campagne présidentielle, de faire une réforme en profondeur du système de santé de la population. En effet, aux USA, l'assurance maladie est facultative ; les salariés des grandes entreprises sont assurés par leurs employeurs mais ceux des petites et moyennes entreprises et les chômeurs doivent s'assurer individuellement auprès des assurances privées s'ils le désirent... et s'ils en ont les moyens. Seuls sont protégés par les systèmes publics, créés dans le milieu des années soixante, les plus de 65 ans et les plus démunis. Du coup, 37 millions d'Américains restent sans aucune protection sociale. C'est dire que la réforme promise par Clinton concerne des millions de gens. Mais deux ans après les promesses, la réforme en question est de plus en plus compromise.

Sloan/Gamma



Laboratoire médical aux USA.

Clinton avait présenté les grandes lignes de son projet il y a un an : il était question d'instaurer un système d'assurance maladie pour tous payée à 80 % par les employeurs. Depuis un an, non seulement Clinton n'a pas gagné les parlementaires à son projet, mais les assurances privées et ceux des professionnels de la santé, médecins, chaînes d'hôpitaux privées, laboratoires pharmaceutiques, qui se sont sentis menacés dans leurs intérêts, ont constitué des groupes de pression. Tous se sont déchaînés pour faire obstacle au projet. Le journal *Les Echos* du 29/8 estime que *"650 groupes de pression ont dépensé 100 millions de dollars entre janvier 93 et mars 94 pour s'efforcer d'influencer le Congrès"*.

Finalement le projet de loi a été quelque peu émasculé par le Congrès : il renvoie l'assurance pour tous à l'an 2003 et limite l'assurance maladie à la moitié des gens non protégés, en priorité les femmes enceintes et les enfants. La réforme serait financée par une nouvelle taxe sur le tabac.

Même ainsi revu à la baisse, il n'est pas dit que le projet de loi soit adopté avant les élections de novembre prochain qui peuvent remettre en question la majorité démocrate de la Chambre des représentants et du Sénat. De toute façon, après deux ans de mandat, le président démocrate, jouissant d'une majorité démocrate à la Chambre et au Sénat, n'a toujours pas réussi à faire passer son prétendu grand projet social. C'est dire que le président, tout comme la classe politique, démocrate comme républicaine, est probablement plus sensible aux jérémiades des compagnies d'assurances privées qu'aux difficultés de ces millions de personnes qui, non assurées, ont rarement les moyens de se soigner quand elles tombent malades.

La réforme du système de santé est pour l'instant surtout un gadget électoral à l'usage des politiciens.

P. M.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995